

*Dépôt de documents*

Parlement, crédits 5 et 10

*Au comité permanent du multiculturalisme*

Secrétariat d'État, crédits 1 et 5 (parties concernant le multiculturalisme)

*Au comité permanent de la défense nationale*

Défense nationale, crédits 1, 5 et 10

*Au comité permanent de la santé nationale et du bien-être social*

Santé nationale et Bien-être social, crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40, 45, 50, 55, 60, 65 et 70

*Au comité permanent des comptes publics*

Finances, crédit 30

*Au comité permanent de l'expansion industrielle régionale*

Agence de promotion économique du Canada atlantique, crédits 1, 5 et L10

Affaires indiennes et développement du Nord, crédits 60 et 65

Expansion industrielle régionale, crédits 1, 5, 10, 15, L20, L25, 30, 35, 40 et 45

*Au comité permanent de la recherche, de la science et de la technologie*

Science et Technologie, crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30 et 35

*Au comité permanent du Secrétariat d'État*

Secrétariat d'État, crédits 1 et 5 (excepté les parties concernant le multiculturalisme) et crédits 10, 20, 25 et 30

*Au comité permanent des transports*

Transports, crédits 1, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40, 45, L50, 55, 60, 65, 70, 75, 80 et 85

*Au comité permanent des affaires des anciens combattants*

Affaires des anciens combattants, crédits 1, 5, 10, 15 et 20

Que le crédit 15 du Conseil privé soit déferé au comité mixte permanent des langues officielles.

Et qu'un message soit transmis au Sénat pour en informer Leurs Honneurs.

(La motion est adoptée.)

\* \* \*

● (1110)

## LE BUDGET DES DÉPENSES

### DÉCLARATION DU MINISTRE SUR LES DÉPENSES GOUVERNEMENTALES

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor):** Monsieur le Président, je suis heureux de déposer le budget des dépenses principal pour l'année 1988-1989 qui s'élève à 119 milliards de dollars. Ce budget confirme ce que mon collègue, le ministre des Finances (M. Wilson), a dit dans son récent discours du budget sur les intentions du gouvernement en matière financière.

Nous sommes fermement décidés à restreindre les dépenses en gérant efficacement les ressources publiques, tout en présentant de nouvelles initiatives constructives dans les domaines hautement prioritaires. Le budget principal est conforme aux prévisions de dépenses du budget présenté ce mois-ci.

Nos prévisions de dépenses globales pour 1988-1989, qui comprennent le budget des dépenses principal et des réserves pour un budget des dépenses supplémentaire, s'élèvent à 132 milliards de dollars, ce qui représente 5,5 p. 100 de plus que les prévisions de dépenses pour 1987-1988. Si on exclut le service de la dette pour ne tenir compte que des dépenses des programmes, le taux de croissance n'est que de 4,3 p. 100.

La croissance annuelle moyenne des dépenses budgétaires de 4,9 p. 100 au cours des quatre dernières années contraste nettement avec les augmentations moyennes de plus de 15 p. 100 des cinq années précédentes. Si on exclut le service de la dette, il s'agit d'une augmentation annuelle de 3,7 p. 100 contre 14 p. 100 pour la période précédente.

Le budget principal est supérieur de 7,7 p. 100 à celui de 1987-1988. Toutefois, ce taux de croissance s'inscrit à l'intérieur du taux global de 5,5 p. 100 de croissance des prévisions de dépenses budgétaires.

L'augmentation du budget principal est plus grande que celle des dépenses totales parce que le gouvernement a réussi à intégrer une plus grande partie de ses nouvelles initiatives de dépenses dans ce budget principal qu'il n'a pu le faire l'année dernière, mais il dispose par contre de moins de ressources pour faire des rajustements en cours d'exercice au moyen de budgets supplémentaires.

Ce budget prévoit un certain nombre de nouvelles initiatives que le gouvernement a annoncées ces derniers mois pour répondre aux besoins pressants des Canadiens. Elles comprennent 306 millions de dollars pour l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, 312 millions pour le bureau de la diversification de l'économie de l'Ouest, une augmentation de 197 millions pour d'autres initiatives de développement régional, comme celle du nord de l'Ontario, 296 millions comme appoint au programme spécial sur les grains de 1,1 milliard de dollars pour la campagne agricole de 1987 et 40 des 210 millions de dollars qui seront dépensés en cinq ans dans le cadre de la stratégie nationale sur les médicaments.

Le gouvernement a récemment annoncé un certain nombre de nouvelles initiatives qui ne figurent pas dans le budget principal des dépenses. Ces initiatives, ainsi que d'autres dans le domaine des sciences et de la technologie et de nouveaux programmes en faveur du troisième âge seront présentés dans les budgets supplémentaires qui seront déposés dans le courant de 1988-1989.

La stratégie du gouvernement dans le domaine de la garde des enfants sera intégrée dans les prévisions budgétaires au terme des discussions tenues avec les provinces et après l'adoption des mesures législatives nécessaires. Le financement de cette stratégie est compris dans le plan de dépenses de 132 milliards de dollars, qui prévoit une croissance de 4,3 p. 100 des dépenses de programme.

A part les nouvelles initiatives, je voudrais donner un bref aperçu des domaines dans lesquels les dépenses augmenteront. Le service de la dette publique coûtera 3,9 milliards de dollars, soit 13,7 p. 100 de plus que l'année dernière. Cette charge ne s'allégera qu'à long terme grâce à une bonne gestion budgétaire et à des réductions constantes du déficit.

Nous prévoyons également un demi-milliard de dollars de plus pour financer les services provinciaux de santé, d'éducation et de bien-être social.

En outre, les paiements de transfert directs aux gouvernements provinciaux et territoriaux augmenteront de près d'un milliard, en vertu de la péréquation et d'autres programmes.